En ces temps où la transparence est mise en avant, la qualité de la communication financière est un élément incontournable pour les sociétés cotées. Pour répondre aux exigences croissantes des marchés et de parties prenantes aussi diverses, la réglementation a évolué et fait aujourd'hui le cadre autour duquel doit se construire la stratégie de communication de l'entreprise. Mais face aux aléas économiques, aux changements réglementaires, aux problèmes sanitaires, le respect des obligations et la maîtrise en matière de communication peuvent s'avérer un exercice délicat comme l'illustre l'étude du cabinet qui a décompté plus de 100 URD et 200 communiqués de presse publiés entre le 21 février et le 15 avril 2020. L'intérêt en vigueur depuis le 21 juillet 2019 du nouveau règlement Prospectus et l'avènement du document d'engagement universel (EUO) ont contraint les émetteurs à adapter leur communication financière. Parmi les modifications introduites par cette nouvelle réglementation figurent les informations à fournir sur les facteurs de risque. Le ton est donné et la communication se veut claire, éthique et concrète : elle doit se faire sur les facteurs de risques importants et spécifiques à l’émetteur. D’après notre étude, il est vraisemblable que les émetteurs se sont pliés à l’exercice. En effet, près de 90% des émetteurs ont apporté des modifications à cette section, avec une revue du nombre de risques pour 90% d’entre eux. La démarche s’est vouée à d’importantes modifications, les contrôles de cette section et la méthodologie de production de l’information dans un paragraphe introductif. Mais c’est dans la démonstration de l’importance du risque et de son caractère spécifique que des efforts restent à y apporter. Si 90% des émetteurs ont eu recours à une échelle qualitative pour justifier de l’importance du risque, il n’en dépend pas moins que la lecture de la description faite de chacun des risques ne permet pas toujours d’en justifier pleinement l’importance et sa spécificité.

L’urgence de la crise nécessite une communication appropriée
Cet exercice à petite main à son terme, les émetteurs ont dû faire face à un nouvel enjeu de taille sans commune mesure le 11 mars 2020, l’épidémie Covid-19 devenant pandémique, faisant peser l’incertitude sur l’économie mondiale. L’AMF rappelle alors les règles d’information privilégiées qui s’appliquent aux sociétés cotées : toute information précise, à caractère non public, susceptible d’influencer de façon sensible le cours des instruments financiers doit faire l’objet d’une communication effective et intégrale, dès que possible. L’équilibre est sensible. La communication a été active puisque 80% des émetteurs ont sorti leur premier communiqué de presse après le 13 mars et qu’un nombre considérable de la communication par émetteur, la volonté et la nécessité de communiquer, principalement sur le niveau de liquidité (42%), sur l’activité et les performances opérationnelles (56%) mais aussi sur les mesures prises pour faire face à cette crise (80%). Près de la moitié des émetteurs ont choisi de revoir l’information prospective avec principalement une suspension de la « guérison » ou une baisse des prévisions. Cette crise sanitaire a nécessairement que les émetteurs se livrent à un exercice difficile en matière de communication financière. Comme l’a souligné récemment Robert Ochle, président de l’AMF, la communication financière est particulièrement importante dans des périodes de bouleversements profonds, qui sont propices aux informationniques et aux fausses nouvelles et où les investisseurs ont besoin de perspectives, de guidances actualisées. Si l’impact du Covid-19 est bien un élément central des publications du 1er trimestre 2020, les émetteurs ont été peu nombreux à communiquer sur les performances attendues à fin 2020.

L’information contenue dans les publications semestrielles suscite une attention particulière. Selon les analystes investisseurs et banques financières, l’information est un élément essentiel pour comprendre les risques liés à l’activité des émetteurs. L’AMF rappelle que la communication des risques doit être claire, concrète et problématique. L’information contenue dans les publications semestrielles suscite une attention particulière. Selon les analystes investisseurs et banques financières, l’information est un élément essentiel pour comprendre les risques liés à l’activité des émetteurs.